

Sondage de mars 2017 Association des économistes québécois

Au total, 170 membres de l'Association des économistes québécois ont répondu au sondage réalisé par Internet du 7 au 14 mars 2017.

QUESTION 1

À votre avis, quels seraient, à moyen terme, les impacts sur l'économie québécoise de mesures protectionnistes du nouveau gouvernement américain (surtaxes à l'importation, droits touchant les produits laitiers ou le bois d'œuvre, révision de l'ALENA, etc.) ?

Des impacts négatifs majeurs sur l'emploi et la croissance économique	30,6 %
Des impacts négatifs modérés compte tenu de la forte intégration des chaînes de valeur ajoutée en Amérique du Nord	61,2 %
Des impacts quasi nuls grâce à la flexibilité du taux de change	7,1 %
Aucun des choix qui précèdent	1,2 %

Autres réponses:

- L'ALÉNA doit être révisée et adaptée aux nouveaux biens et services exportés et importés.
- Impacts négatifs importants dans certains secteurs et aucun impact dans d'autres secteurs. Impact négatif sur la capacité d'innover.
- L'énergie et les secteurs très spécialisés ne seront pas touchés

QUESTION 2

Comment le gouvernement du Canada devrait-il réagir à des mesures protectionnistes de la part du gouvernement des États-Unis ?

Mettre en place des mesures de rétorsion (ex. : surtaxes sur certains produits américains)	13,5 %
Ne rien faire, afin d'éviter l'escalade du conflit	3,5 %
Utiliser les mécanismes institutionnels de résolution des litiges prévus dans l'ALENA et par l'OMC	64,1 %
Accorder une aide spéciale aux secteurs visés	12,9 %
Aucun des choix qui précèdent	5,9 %

Autres mesures suggérées

- Combiner toutes ces mesures
- Développer des partenariats avec d'autres pays
- Répondre de façon mesurée en tenant compte des options et recours disponibles
- Négocier tout de suite pour éviter ces mesures protectionnistes ; démontrer les impacts négatifs de ces mesures pour les deux côtés ; défendre ses intérêts
- Négocier avec les États-Unis en vue d'une entente bilatérale ou d'un statut spécial
- Utiliser les mécanismes institutionnels et aider les secteurs touchés
- Prendre en compte le type de mesures prises par les États-Unis.

QUESTION 3

Laquelle des mesures suivantes le gouvernement du Québec devrait-il privilégier à la suite de mesures protectionnistes de la part du gouvernement des États-Unis ?

Stimuler les échanges économiques avec le reste du Canada	25,9 %
Encourager l'achat auprès des fournisseurs québécois	11,8 %
Augmenter les ressources consacrées à l'innovation et à l'exportation	39,4 %
Accorder une aide spéciale aux secteurs visés	10,0 %
Aucun des choix qui précèdent	12,9 %

Autres mesures suggérées :

- Toutes ces réponses
- Pas de mesures protectionnistes comme la 2^e
- Réduire la dépendance au marché des États-Unis ; négocier rapidement des accords commerciaux avec la Chine, l'Amérique du sud et les pays de l'APEC. L'accord avec l'Europe est insuffisant, les pôles de croissance démographique, d'innovation et économique sont en Asie
- Profiter de l'AECG pour augmenter le commerce avec l'Europe
- Réduire les barrières au commerce interprovincial et mettre en place des politiques visant à rehausser la compétitivité globale des entreprises du Québec
- Travailler de concert avec le Fédéral puisque c'est d'abord sa responsabilité
- Aucune mesure protectionniste n'est en vigueur pour le moment. Ne pas s'alarmer inutilement

QUESTION 4

Comment jugez-vous l'attention que les gouvernements, les médias et le public en général accordent à l'économie et aux économistes ?

Insuffisante	33,5 %
Adéquate	61,2 %
Excessive	5,3 %

Commentaires de répondants

- L'économie a beaucoup à apporter aux questions de société, sans être le seul élément à considérer. Au niveau de l'attention médiatique, l'actualité économique prend beaucoup d'espace, la réflexion sur notre système économique, un peu moins. Toutefois, certains chroniqueurs, ou RDI économie, font un bon travail. La recherche académique québécoise en économie doit trouver davantage de tribune et se prêter au jeu de la vulgarisation.
- Les médias accordent assez d'attention aux questions économiques et aux économistes. Cependant, le grand public ne s'y intéresse pas suffisamment. Il s'intéresse encore moins à l'opinion des économistes. Le public en général ne comprend pas le fonctionnement de l'économie et se positionne sur les enjeux en fonction de ses propres intérêts plutôt que de l'intérêt général, surtout en matière de dépenses gouvernementales et de fiscalité.
- Inadéquate serait plus juste. Des sujets mériteraient plus d'attention de la part des médias (sièges sociaux, inégalités, finances publiques, commerce international, etc.)
- Il est davantage question des Affaires//Finances plutôt que d'économie au sens strict.
- Les médias font souvent appel aux mêmes économistes alors qu'ils devraient présenter un éventail de points de vue.
- Superficielle, pas suffisamment d'attention aux conséquences à moyen et à long terme. Pas d'analyse systémique (vulgarisée) des problèmes aux fins de favoriser une meilleure éducation et information au public.
- Il y a trop de partisanerie de la part des gouvernements dans le choix des orientations économiques, des moyens et des individus pour les mener à bien.
- Le public et la plupart des journalistes comprennent mal notre métier.
- On accorde trop d'importance aux prévisions des économistes.
- Il faut distinguer la qualité et la quantité. On parle beaucoup des économistes, peut-être pas assez d'économie.
- Excessive en quantité, mais insuffisante en qualité. Autant les politiciens, que les médias et le public en général accordent leur attention aux données qui appuient leurs opinions, mais s'en servent rarement pour les faire évoluer.

- Trop peu d'espace accordé à des considérations non économiques mais structurantes pour la société québécoise (ex : citoyenneté, culture, qualité de vie, environnement).
- Les économistes n'ont pas à décider du projet de société, mais travailler à sa réalisation.
- Comparativement au Québec, le Canada anglais accorde plus d'importance à ces points